

Discours de Jacques Delors – Colloque du Club Témoin –
Maison de l'Amérique latine – le 10 novembre 2004

Le président du Parlement européen, le socialiste espagnol Josep Borrell a proposé une analyse claire et exhaustive du nouveau traité sur les institutions de l'Union. Il a parlé d'un compromis entre les valeurs des socialistes d'un côté, les faits et les contraintes de l'autre et il a dit OUI à une Europe qui va de l'avant sans se priver pour autant de possibilités d'alternative plus conformes à nos vœux.

Ce discours, on pourrait le tenir dans tous les pays membres de l'Union mais, compte tenu du malaise diffus en France, qui n'est pas dû seulement au débat à l'intérieur du PS, je voudrais être plus franco-français et faire notamment une distinction, à mes yeux importante, entre la nostalgie française d'un côté et l'ambition française de l'autre.

Nous avons tous en tête un modèle de référence européen. Vous-mêmes avez commencé à vous y intéresser, certains d'entre vous à militer et à vous engager, avec un schéma. Moi aussi, au début des années cinquante. A l'évidence, le schéma que propose aujourd'hui la constitution n'est pas celui que j'avais alors en tête, mais depuis, cinquante ans d'histoire ont coulé sous les ponts ... et c'est par rapport à cette histoire qu'il faut porter un jugement !

La nostalgie française se manifeste autant chez les partisans du NON que chez certains partisans du OUI. Elle trouve son expression, excellente selon eux, dans l'opposition entre l'Europe puissance et l'Europe espace. J'ai le regret de leur dire que l'Europe réelle a quitté les rivages de l'une comme de l'autre pour se situer quelque part entre la puissance telle que des Français la rêvent, et l'espace tel que les Anglais le conçoivent.

Parlons donc de l'influence extérieure de l'Europe : Il est vrai que nous n'avons pas de politique étrangère commune, mais faut-il s'en étonner ? Rappelez vous qu'après le Traité de Maastricht, j'avais mis les Français en garde contre la tentation d'avancer quelque chose tout en sachant qu'on n'y toucherait pas. C'est démoralisant pour les citoyens et, en fait, parler de politique étrangère commune décrédibilise la politique elle-même.

Je disais alors : proposez des actions communes de politique étrangère et laissez de côté le concept – mais Dieu sait si les Français, toujours nominalistes, aiment les concepts ! Rappelez vous le pacte de stabilité auquel la France avait rajouté les mots « et de croissance » ... Dans cette formule, tout est dit ! De mon côté, je disais donc : regardons les réalités. Sur le plan commercial, l'Europe est la première puissance du monde. Quoi qu'on en dise, elle se fait respecter par l'Organisation Mondiale du Commerce. Elle défend ses intérêts, mais son attrait est tel que tous les pays veulent avoir des accords de commerce et de coopération avec nous, certains extrêmement importants, ce qui nous amène à ne pas sous-évaluer les questions de commerce.

Prenons l'exemple du MERCOSUR : si on arrive à un accord entre ces quatre pays sud-américains et l'Europe, compte tenu de la communauté culturelle qui nous unit, de nos convergences en matière de création artistique, de notre conception de l'homme, cela servira de base pour aller plus loin que le commerce. De même que le charbon et acier en 1950 nous ont permis d'aller plus loin. Prenons l'environnement et les accords de Kyoto, en convainquant les Russes de les ratifier, c'est l'Europe qui a permis d'atteindre le nombre de signataires nécessaire pour les faire appliquer. En ce qui concerne l'aide au développement, beaucoup reste à faire, mais nous sommes les premiers dans le monde... L'aide humanitaire, il m'est arrivé quand j'étais président de la Commission d'atteindre 60% de l'aide à l'Organisation des Nations Unies pour les réfugiés. Enfin, même si tout n'est pas parfait, l'euro est là. Il y a encore beaucoup à faire mais il nous protège.

L'Europe n'est donc pas une non-puissance. Elle a les atouts de la puissance. Bien entendu, la politique étrangère, comme tout acte politique, permet de transcender et d'aller plus loin, mais arrêtons de dire que nous allons vers une Europe espace. C'est nous tuer nous-mêmes que de le dire !

N'oublions pas non plus - et là, je pense plus particulièrement à François Bayrou qui privilégie le vieux projet d'Europe des Six et reste attaché à ce critère comme si les événements n'avaient pas changé la donne ! Je lui dis toujours : « Alors, il ne fallait pas accepter la Grande-Bretagne ! », Respectons ceux qui ont fait cet élargissement. De Gaulle a dit Non deux fois et puis, à un moment donné - j'étais alors au cabinet du Premier ministre Chaban Delmas - on a estimé que les avantages l'emporteraient sur les inconvénients et on a accepté les Anglais. S'en tenir aujourd'hui à un modèle comme si la Grande-Bretagne n'était pas dans l'Europe, c'est absurde, il faut choisir et on ne doit pas égarer les citoyens avec des rêves, il faut s'en tenir aux faits.

Avons-nous bien mesuré comment, en dépit de l'adhésion britannique, nous avons poursuivi notre projet ? : Mme Thatcher s'est opposée à moi pendant longtemps, mais elle a perdu la plupart des batailles, ce qui prouve que l'on peut faire avancer l'Europe en dépit des réticences anglaises.

A l'intention de ceux qui se plongent dans la géométrie pour opposer à la formule actuelle des formules qui restent à dessiner, prenons un autre exemple : Il y a eu deux grandes occasions de faire avancer les choses : la première quand deux Allemands, Karl Lamers et Wolfgang Schäuble ont envoyé du papier non timbré à la France pour proposer un noyau dur. Silence radio ! Pas de réponse. Pas plus de M. Balladur, à l'époque Premier ministre, que d'aucun autre. Et lorsque Joschka Fischer et moi-même, pour souligner que l'élargissement n'était pas raisonnable sans approfondissement, nous avons proposé une avant-garde, nous avons été soit ignorés, soit critiqués.

Depuis, semble-t-il, la géométrie a fait des progrès puisque le président de la République s'y est mis lui aussi, avec des formules diverses. Mais lorsqu'il le fallait, il n'était pas là ! Et je ne dis rien de ceux qui, au moment de la chute du Mur, pronostiquaient, non seulement ma propre mort, mais aussi la fin du projet européen !

Dans l'existence, on peut changer d'avis. Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas, me disait ma grand'mère. Certes, mais quand on affirme avec aplomb que l'on est très européen et que l'on possède la vérité il faut tout de même se rappeler le passé. Il n'y a pas de vision de l'Europe sans mémoire et je voudrais conclure avec six exemples afin de montrer que ce qui motive ma décision répond d'abord à la question suivante : l'Europe, telle qu'elle est, prend-elle en compte les défis d'une histoire riche en changements rapides ? D'accord, on pourrait adopter le modèle que je décrivais dans les années cinquante dans les Cahiers « Reconstruction », mais si ce modèle a perdu aujourd'hui toute pertinence pour répondre aux problèmes de l'histoire, alors je perds mon temps.

- Au lendemain de la guerre, première bombe atomique des Russes, guerre de Corée, mouvements terribles en Chine, la peur allait-elle l'emporter ? Dans ce débat, tous ceux qui ont conçu l'Europe méritent qu'on ait pour eux une pensée admirative et respectueuse. Rappelez-vous comment, après la première Guerre mondiale, cinq ans après le traité de Versailles, la France – déplorable irréalisme ! - avait pris un gage en envahissant la Sarre. Cette fois, cinq ans après la fin de la guerre de 39, la France proposait aux Allemands et à d'autres pays voisins de partager les ressources de deux matières premières essentielles : le charbon et l'acier. Un changement historique dû à des gens dont certains, comme Jean Monnet, Robert Schuman, Alcide de Gasperi, sont bien connus, mais aussi à beaucoup d'autres, morts dans les camps de concentration ou détruits par Hitler - il faudrait un jour leur consacrer un livre - et nous, avec des choix moins difficiles, nous devrions réfléchir à cela. Plus jamais de guerre entre nous ! aujourd'hui, on peut en rire, mais à l'époque, pour ceux qui l'ont fait, ce n'était pas évident.

Pensez aux oppositions et à la haine qui existent encore entre Croates et Serbes, - c'est pire encore entre Israéliens et Palestiniens. Il y a cinquante ans, c'était aussi fort entre la France et les Pays-Bas d'un côté et l'Allemagne de l'autre... Et pourtant, nos dirigeants ont su décréter, en même temps que l'oubli de la haine, l'urgence de la reconstruction de nos forces économiques. Le projet d'alliance a été avec fait avec le sentiment qu'il fallait que l'Europe ne soit pas marginalisée.

- À la fin des Trente glorieuses - trente ou vingt-cinq, on ne sait pas très bien -, nous avons connu deux secousses : les Américains ont décidé de détacher l'or du dollar et nous avons du encaisser deux chocs pétroliers. L'Europe a beaucoup que de nos jours. Certains, comme aujourd'hui, et toujours les mêmes – ce qui ne laisse pas d'être comique - annonçaient la fin du tunnel. D'autres au contraire disaient qu'on allait absorber le coup avec les Allemands. Le miracle a voulu que, malgré une économie flageolante, le président Giscard d'Estaing réussisse à convaincre le chancelier Schmidt de faire le SME, le Système monétaire européen, sans lequel il n'y aurait pas aujourd'hui d'union économique et monétaire. Mais la prise de conscience allait venir. En 1985, on a pu lancer l'objectif 1992, faire l'Acte Unique, un des traités le plus modeste mais aussi un des plus porteur, puisqu'il a permis une politique de cohésion économique et sociale, avec des chapitres sur le social et l'environnement.

Mais ce n'était pas tout d'avoir un traité, il fallait aussi les moyens et c'est là qu'on a commencé à avoir une programmation financière - pour ne prendre que cet exemple de la solidarité – et que les crédits consacrés aux politiques régionales sont passés de cinq à quarante milliards. Ils ont même doublé en moins de cinq ans. Cela aussi, c'est la solidarité et le social. Entre 1985 et 1992, on a créé neuf millions d'emplois. L'augmentation des investissements a été de 6% par an contre 0% au cours des les années précédentes. L'Europe est donc capable de se redresser. J'insiste parce que, actuellement, nous naviguons au milieu d'écueils de la même nature.

- L'accueil des nouvelles démocraties : Espagne et Portugal. Franchement, nous étions en minorité en France ! Tout le monde avait peur que les produits espagnols et portugais nous envahissent. Au parti socialiste, en 1985, c'était très difficile. Un peu comme aujourd'hui et c'était étonnant de voir la peur des Français devant cette ouverture vers l'extérieur, devant cette porte qu'on ouvrait ! Pourtant, à s'en tenir au seul point de vue matériel, cela nous a plus rapporté en investissements à l'exportation que cela nous a coûté en fonds versés. Il fallait à ce moment-là se placer dans le sens de l'histoire. Puisque j'ai parlé de conflits chez les socialistes, je ne résiste pas au plaisir de citer Jacques Chirac, à l'époque dans l'opposition, qui déclarait alors : si l'Espagne et le Portugal entraient dans la CEE le 1^{er} janvier 1986 et si l'alternance jouait aux prochaines élections législatives, l'opposition actuelle serait fondée à demander une renégociation de ces adhésions. Vous voyez que la confiance dans l'avenir et la capacité d'affrontement, sont bien le lot de l'Europe mais, hélas, tous les habitants de notre continent n'y sont pas toujours préparés.

- A la chute du mur de Berlin et du communisme, la communauté française et la communauté européenne ont réagi d'une manière extraordinaire. Le mur tombe en novembre 1989 et en avril 1990, le Conseil européen accueille les Länder de l'Est et accepte l'unification. En juillet-août, la Commission travaille tout l'été et les nouveaux Länder entrent physiquement dans la Communauté dès le 3 octobre 1990 ! Cette Europe était donc capable d'autre chose que d'interminables débats et, malgré la peur qu'éveillait chez certains cette grande Allemagne, nous avons su lui ouvrir les bras.

- Passons aux pays de l'Europe de l'Est et du centre. Là aussi nous n'avons pas toujours gagné. Il est vrai qu'il y a eu deux moments importants et deux diagnostics qui n'ont pas été entendus . En 1989, à l'occasion de ses vœux à la nation, le président Mitterrand propose une confédération aux pays rescapés de l'empire soviétique, de façon à bien leur montrer qu'ils faisaient partie de la famille. Il leur ouvre les bras, avec l'intuition que le politique devait précéder l'économique et afin ne plus entendre que « la politique c'était l'Alliance atlantique et l'Union européenne l'économie ». Il voulait prévenir de telles choses.

Au même moment, les pays nordiques frappaient à notre porte. Pour ma part, j'avais toujours pensé que l'Espace économique européen leur offrait tous les avantages d'un grand marché attractif sans qu'il leur soit nécessaire d'adhérer à la Communauté elle-même. C'est au Conseil européen de 1992 que la Commission n'a pas été suivie et que les chefs de gouvernement ont préféré une sorte de fuite en avant. Je ne dis pas pour autant que ne pas choisir le modèle que proposait la Commission était une catastrophe. Nous

avons essayé de nous adapter. J'aurais préféré que ce jour-là il n'y ait pas de championnat d'Europe de football, ni ce match entre le Portugal et Allemagne qui a peut-être distrait certains des membres du Conseil...

Bref, il faut savoir s'accommoder des événements. On en paye le prix ensuite. L'équilibre entre l'élargissement et l'approfondissement n'était pas bon, mais on a tout de même élargi.

- Le choc de la monnaie unique. Je ne reviens pas sur le système monétaire européen, et j'en arrive à Maastricht, épisode douloureux pour les socialistes. Élisabeth Guigou a fait un rapport pour le Conseil européen. À l'époque, 1989-1990, si on nous avait dit qu'il y aurait en 2002 une monnaie unique, personne ne l'aurait cru. Moi-même, je pensais qu'on n'y arriverait pas. Mais les faits sont là, l'Europe, une fois de plus a fait preuve de dynamisme. Satisfaction complète ? – Non, puisque comme je l'ai déjà mentionné, mon grand sujet de non-satisfaction reste le déséquilibre entre le pôle monétaire et le pôle économique. Dans une union économique et monétaire, cela ne peut pas durer. Beaucoup reste donc à faire et la Convention n'a pas été assez loin, mais continuons le combat ! Toujours est-il que la monnaie unique est là. Si vous saviez combien François Mitterrand a reçu de visiteurs qui sont venus lui dire « un patriote comme vous ne va pas à abandonner le franc français ». Il a tenu bon. Pas seulement parce qu'il était européen depuis le congrès de La Haye de 1948, mais en pensant au bon sens des Français et au fait que, pour la France, il valait mieux être dans une zone euro que dans une zone mark. Un argument du poids qu'il servait à ses visiteurs quand il était excédé par leurs mises en garde.

D'autres défis sont devant nous, je n'en citerai que deux :

- Si la France n'épouse pas pleinement le traité constitutionnel, si chez nous, la gauche politique et une partie de la droite disent NON, il ne nous restera que nos yeux pour pleurer.

Une thèse est en train de prospérer, en Angleterre en Suède et ailleurs, qui se propose d'ajouter à la compétition entre les entreprises la compétition entre les Etats. C'est à dire le contraire de mon triptyque de l'Acte unique - Compétition – Coopération - Solidarité. Cela veut dire que le marché à lui seul, mais aussi les nations par le dumping social et fiscal, régleraient une Europe qui serait une Europe du recul. De cette bataille-là, je m'étonne que nos dirigeants ne parlent pas, alors qu'elle est déjà commencée. Que fait-on en matière d'intégration pour éviter cette marche à reculons considérable, qui nous ramènera à la période de la zone monétaire latine ou guère mieux ? Ce défi n'est pas vu de la même manière par tous les Européens ce qui en rend le traitement encore plus difficile.

- L'autre défi qui nous attend, c'est celui qu'il faut bien appeler le choc des civilisations. Il ne s'agit pas de trancher aujourd'hui mais, s'il faut parler de la Turquie, je rappellerai que, de 1984 à 1994, j'ai toujours dit Non en mettant les pires obstacles, parce que la Turquie ne remplissait pas les conditions et que ses gouvernements étaient souvent corrompus - on peut le dire. Mais aujourd'hui, je dois considérer la gravité du défi : Allons-nous laisser le

monde évoluer dans un sens où la foi et la politique seront de plus en plus confondues, non seulement en terre d'Islam, mais bien souvent ailleurs. Laisserons-nous s'exaspérer les thèses qui rejettent l'autre et refusent de discuter avec lui sous prétexte que ceux qui les professent ont raison à 100% puisque leur Dieu leur dit qu'ils ont raison. Le terrorisme en est le fruit et la misère du monde en est également responsable. La question qui se pose pour la Turquie est simple et il y a peut-être des formules à trouver, mais lorsque des hommes politiques parlent de la Turquie comme ils le font actuellement, n'aggravent-ils pas le problème ? Un jour, l'Europe ne devrait-elle pas dire : Non, ce n'est pas ainsi qu'il faut concevoir le monde ?

Les Américains déclarent volontiers qu'ils sont Mars et que nous sommes Vénus. Pour ma part, je crois que Vénus peut apporter deux choses à Mars : le refus du choc des civilisations, mais aussi cette règle que nous appliquons chez nous, à savoir que le droit et les règles de jeu communes permettent à des nations souveraines de vivre ensemble. En dernier ressort, si nous avons une difficulté c'est le droit qui tranche. N'est-ce pas dire que Vénus, n'en déplaise à Mars, peut, elle aussi, avoir raison ?